

OFFICE DES MINES NATIONALES ET DES INDUSTRIES STRATEGIQUES (OMNIS)

Etablissement Public à caractère Administratif
ANTANANARIVO

RAPPORT D'AUDIT **POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018**

août 2019

Antananarivo, le 12 juillet 2019

OFFICE DES MINES NATIONALES ET
DES INDUSTRIES STRATEGIQUES
(OMNIS)
Ambohitatovo
101 - ANTANANARIVO

Objet : Rapport d'audit externe pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

Messieurs,

Conformément au mandat que vous nous avez confié, nous avons procédé à l'audit financier de votre Etablissement pour la période allant du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018

Le présent rapport par lequel nous vous rendons compte des résultats de nos travaux comprend :

- notre OPINION sur les états financiers ;
- les états financiers au 31 décembre 2018 ainsi que les notes annexes y afférents

Nous restons à votre entière disposition pour toutes informations complémentaires que vous souhaiteriez obtenir sur le contenu de ce rapport et vous prions de croire, Messieurs, l'assurance de notre considération.

L'Auditeur Externe,

*nauno philippe rakotomiamina
expert comptable et financier*

SOMMAIRE

<i>OPINION DE L'AUDITEUR</i>	4-6
TABLEAU A-1 : Bilan-ACTIF	7
TABLEAU A-2 : Bilan - PASSIF	8
TABLEAU B : Compte de résultat	9
TABLEAU C : Tableau de Variation des Capitaux Propres	10
TABLEAU D : Tableau des Flux de Trésorerie	11
Notes annexes aux états financiers	13 – 27

OPINION DE L'AUDITEUR

OPINION DE L'AUDITEUR

SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

Mesdames et Messieurs les membres du Comité de Direction,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil d'Administration,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers arrêtés au 31 décembre 2018 de Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques (OMNIS) comprenant :

- le bilan (Tableau A) ;
- le compte de résultat (Tableau B) ;
- l'état des variations des capitaux propres (Tableau C)
- le tableau des flux de trésorerie (Tableau D)
- ainsi que les notes annexes contenant un résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers soumis à nos vérifications font notamment apparaître les éléments essentiels ci-après :

Unité monétaire: MGA

	2018	2017
Résultat de l'exercice : Bénéfice (perte)	1 554 921 053,84	(13 170 714 498,21)
Revenus d'activité	9 874 473 224,28	4 468 527 342,98
Charges du personnel	(8 844 562 813,74)	(7 721 771 062,69)
Capitaux propres	70 560 858 385,75	69 005 937 331,91
Total du bilan	113 396 897 712,81	110 155 091 214,57
Variation nette de trésorerie	(10 845 990 113,41)	(11 650 837 473,32)

Justification de l'opinion avec réserve

Lors de nos travaux de vérifications, nous avons constaté, les ANOMALIES suivantes :

:

1) Des dettes de l'ordre d'USD 83 millions liées au maintien à 20 % des parts de l'OMNIS dans le capital social de la société QMM SA, lors des différentes recapitalisations de cette dernière, ne sont pas comptabilisées (cf. note 3.3.a.i)

2) les clients ci-après n'ont pas fait l'objet de facturation ni d'enregistrement comptable (en 2016) pour les valeurs estimées suivantes :

Client/partenaire		Frais de formation	Frais administratif	TOTAL	Notes
MADAGASCAR SOUTHERN PETROLIUM	2016	334 794 000,00	502 191 000,00	836 985 000,00	Cf. note 5.1-a
VARUN PETROLIUM	Antérieurs	502 191 000,00	502 191 000,00	1 004 382 000,00	
	2016	167 397 000,00	153 447 250,00	320 844 250,00	
TOTAL		1 004 382 000,00	1 157 829 250,00	2 162 211 250,00	
		Cf. note 8-a	Cf. note 12-e		

3) L'AUTONOMIE de l'établissement, consacré par le premier article de la loi n° 98-031 du 20 janvier 1998 (et maintenu par l'article 2 du projet de loi 025/2018 du 26 juillet 2018) a été remise en cause ou carrément bafouée :

- Ø d'une part, par la prise en charge de frais concernant de personne hors de son effectif pour 418 734 619,15 Ariary pour l'exercice (cf. note 14-d-v et vi) et pour un total de 530 056 918,17 Ariary durant les trois dernières années qui se détaillent comme suit :

exercice	Montant (Ariary)
2016	45 787 872,24
2017	65 534 426,78
2018	418 734 619,15
TOTAL	530 056 918,17

- Ø d'autre part, par le prélèvement d'un montant de 7 578 774 227,37 Ariary, décidé en Conseil des Ministres à partir de « communication verbale » des deux ministères en date du 24 avril 2018 pour paiement de « participation de l'Etat » dans la construction de la voie rapide reliant le Boulevard de l'Europe à l'Aéroport International d'Ivato. Le paiement direct, par virement bancaire à l'étranger, dudit montant a été demandé par la Direction Générale du Trésor en date du 01/08/2018 dont le Conseil d'Administration de l'OMNIS « a pris acte et ordonne le paiement » lors de sa réunion en date du 28/09/2018. (cf. note 9-d)

A notre avis, sous réserve des incidences éventuelles de la question évoquée au paragraphe « Justification de l'opinion avec réserve », les états financiers tels qu'ils sont présentés aux tableaux A – B – C - D ci-joint présentent sincèrement et régulièrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière l'Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques (OMNIS) au 31 décembre 2018, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, en conformité avec les principes comptables applicables à Madagascar.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) adoptées par l'Ordre des Experts Comptables et Financiers de Madagascar. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'OMNIS conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec RESERVE.

Paragraphe d'observations

Sans remettre en cause notre opinion ci-dessus, il est à noter que :

- 1) Des charges de publicité s'élevant à 252 316 680 Ariary ont été réalisées sans aucune procédure de sélection mais sur « recommandations des autorités supérieures » (cf. notes 14-c-iii et iv)
- 2) Les indemnités de logements du personnel sur cinq ans à venir, pour un montant de 2 428 826 200,00 Ariary ont été payées en avance et remboursables mensuellement sans intérêt. Le solde au 31/12/18 s'élève à 2 250 964 520,89 Ariary (cf. note 5.2-a-ii). Les montants octroyés auraient pris en compte de la date prévisionnelle de départ en retraite du personnel.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'établissement relatives aux états financiers

La Direction Générale est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers conformément au référentiel comptable en vigueur à Madagascar, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, il incombe à la Direction Générale d'évaluer la capacité de l'OMNIS à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction Générale a l'intention de mettre l'OMNIS en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe aux personnes constituant la Direction Générale de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de l'OMNIS.

Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- Ø nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Ø nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- Ø nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations fournies les concernant par cette dernière;
- Ø nous concluons quant au caractère approprié de l'application par la Direction Générale du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'OMNIS à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des conditions ou événements futurs pourraient conduire l'entité à cesser son exploitation;
- Ø nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les états financiers, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements les sous-jacents d'une manière telle qu'ils donnent une présentation sincère.

Nous communiquons aux personnes constituant la Direction Générale l'étendue des travaux d'audit et les constatations importantes, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne, relevée lors de notre audit.

A Antananarivo, le 12 juillet 2019

L'Auditeur externe,

nauno philippe rakotomiamina
expert-comptable

TABLEAU A-1

Unité monétaire : Ariary (MGA)

ACTIF	MONTANT BRUT	AMORTISS/ PERTES DE VALEURS	MONTANT NET	Notes annexes	MONTANT NET
	31-déc.-18				31-déc.-17
ACTIF NON COURANTS					
ECART D'ACQUISITION					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11 597 150 732,91	(11 288 604 018,99)	308 546 713,92	3.1	152 662 203,85
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 298 142 762,77	(7 725 797 529,27)	3 572 345 233,50	3.2	2 985 557 238,74
IMMOBILISATIONS EN COURS	12 328 080,61	0,00	12 328 080,61		10 799 836,61
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 347 461 460,00	(3 318 459 023,06)	29 002 436,94	3.3	33 521 780,00
AUTRES IMMOBILISATIONS MISES EN AFFECTATION	0,00		0,00		0,00
IMPOTS DIFFERES	0,00		0,00		0,00
TOTAL ACTIF NON COURANTS	26 255 083 036,29	(22 332 860 571,32)	3 922 222 464,97		3 182 541 059,19
ACTIFS COURANTS					
STOCKS ET ENCOURS	118 191 192,26	0,00	118 191 192,26	4.	68 777 816,02
CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES	37 702 620 178,96	(16 008 834 388,71)	21 693 785 790,25	5.	15 970 858 187,98
Clients et autres débiteurs	31 751 061 619,91	(12 830 235 786,44)	18 920 825 833,47		15 630 277 162,90
Impôts					
Autres créances et actifs assimilés	5 951 558 559,05	(3 178 598 602,27)	2 772 959 956,78		340 581 025,08
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	80 086 924 037,96	0,00	80 086 924 037,96		90 932 914 151,37
Placements et autres équivalents de trésoreries	55 621 913 539,83	0,00	55 621 913 539,83	6.	47 174 701 111,11
Trésorerie	24 465 010 498,13	0,00	24 465 010 498,13	7.	43 758 213 040,26
TOTAL ACTIFS COURANTS	117 907 735 409,18	(16 008 834 388,71)	101 898 901 020,47		106 972 550 155,38
TOTAL DES ACTIFS	144 162 818 445,47	(38 341 694 960,03)	105 821 123 485,44		110 155 091 214,57

LES NOTES ANNEXES 1 à 24 FONT PARTIES INTEGRANTES DES ETATS FINANCIERS

OMNIS
21, rue RAZANAKOMBANA
AMBOHIJATOVO
(101) ANTANANARIVO

BILAN AUX 31 DECEMBRE 2018 ET 2017

TABLEAU A-2

Unité monétaire : Ariary (MGA)

PASSIF	MONTANT	Notes annexes	MONTANT
	31-déc.-18		31-déc.-17
CAPITAUX PROPRES			
Fonds de dotation	60 014 676,00		60 014 676,00
Ecart de reeva	0,00		0,00
Réserves	3 930 164,00		3 930 164,00
Report à nouveau	68 541 829 656,04		81 712 544 154,25
Corrections d'erreurs	400 162 835,87		400 162 835,87
	69 005 937 331,91		82 176 651 830,12
<i>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</i>	<i>1 554 921 053,84</i>		<i>(13 170 714 498,21)</i>
TOTAL CAPITAUX PROPRES	70 560 858 385,75	TABLEAU C	69 005 937 331,91
PASSIFS NON COURANTS			
Produits différés	31 682 798 293,91	8.	38 187 412 570,66
Impôts différés			
Emprunts et dettes financières			
Provisions et produits constatés d'avances	45 122 843,91		45 122 843,91
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	31 727 921 137,82		38 232 535 414,57
PASSIFS COURANTS			
Dettes court terme- partie court terme de dettes long terme			
Fournisseurs et comptes rattachés	242 746 877,18	9.	341 551 292,22
Provisions et produits constatés d'avances - passifs courants	1 476 380 143,98	10.	937 906 633,72
Autres dettes	1 813 216 940,71	11.	1 637 160 542,16
Comptes de trésorerie			0,00
TOTAL PASSIFS COURANTS	3 532 343 961,87		2 916 618 468,10
TOTAL DE PASSIF	105 821 123 485,44		110 155 091 214,57

LES NOTES ANNEXES 1 à 24 FONT PARTIES INTEGRANTES DES ETATS FINANCIERS

Unité monétaire : Ariary (MGA)

	31-déc.-18		31-déc.-17
.Revenus d'activités	9 874 473 224,28	12.	4 468 527 342,98
.Production stockée			
.Production immobilisée			
I- PRODUCTION DE L'EXERCICE	9 874 473 224,28		4 468 527 342,98
II- CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE			
. Achats consommés	(878 123 403,84)	13.	(855 649 239,32)
. Services extérieures et autres consommations	(4 298 852 382,58)	14.	(4 324 625 798,22)
	(5 176 975 786,42)		(5 180 275 037,54)
III- VALEUR AJOUTEE (I - II)	4 697 497 437,86		(711 747 694,56)
. Subvention d'exploitation	1 471 294 862,40		324 486 260,99
. Impôts, taxes et versements assimilés	(1 367 247 523,57)	15.	(1 091 959 736,35)
. Charges de personnel	(8 844 562 813,74)	16.	(7 721 771 062,69)
IV - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	(4 043 018 037,05)		(9 200 992 232,61)
. Autres produits opérationnels	1 016 175 300,50	17.	720 889 237,92
. Autres charges opérationnelles	(221 710 160,70)	18.	(152 124 230,06)
. Dotation aux amortissements	(1 007 673 981,60)	19.	(610 797 314,07)
. Dotation provisions pour risque de charge	(30 323 680,00)	20.	(3 108 635 041,98)
. Reprise sur provisions et pertes de valeurs	25 744 336,94		
V - RESULTAT OPERATIONNEL	(4 260 806 221,91)		(12 351 659 580,81)
. Produits financiers	6 922 018 137,75	21.	4 131 784 162,76
. Charges financières	(1 106 290 862,00)	22.	(4 950 839 080,16)
VI - RESULTAT FINANCIER	5 815 727 275,75		(819 054 917,41)
VII - RESULTAT AVANT IMPOTS (V+VI)	1 554 921 053,84		(13 170 714 498,21)
. Impôts exigibles sur résultat		23.	
. Impôts différés (variations)			
. TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	19 309 705 861,87		9 645 687 004,64
. TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	(17 754 784 808,03)		(22 816 401 502,85)
VIII - RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES	1 554 921 053,84		(13 170 714 498,21)
. Eléments extraordinaires produits -(à préciser)			
. Eléments extraordinaires charges -(à préciser)			
IX - RESULTAT EXTRAORDINAIRE			
X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 554 921 053,84		(13 170 714 498,21)

LES NOTES ANNEXES 1 à 24 FONT PARTIES INTEGRANTES DES ETATS FINANCIERS

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Fonds de dotation	Primes & Réserves	Ecart d'évaluation	Résultat & Report à nouveau	Total
<i>Solde au 31 décembre 2016</i>	60 014 676,00	3 930 164,00		83 408 926 152,71	83 472 870 992,71
Changement de méthode comptable					
Correction d'erreurs				(1 296 219 162,59)	(1 296 219 162,59)
Autres produits et charges					
Affectation du résultat 2016					
Opération en capital					
Résultat net au 31 décembre 2017				(13 170 714 498,21)	(13 170 714 498,21)
<i>Solde au 31 décembre 2017</i>	60 014 676,00	3 930 164,00	0,00	68 941 992 491,91	69 005 937 331,91
Changement de méthode comptable					
Correction d'erreurs				(0,00)	(0,00)
Autres produits et charges					
Affectation du résultat 2017					
Opération en capital					
Résultat net au 31 décembre 2018				1 554 921 053,84	1 554 921 053,84
<i>Solde au 31 décembre 2018</i>	60 014 676,00	3 930 164,00	0,00	70 496 913 545,75	70 560 858 385,75

LES NOTES ANNEXES 1 à 24 FONT PARTIES INTEGRANTES DES ETATS FINANCIERS

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE
METHODE DIRECTE

(unité monétaire Ariary)

	31-déc.-18	31-déc.-17
FLUX DE TRESORERIE LIEES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES		
Encaissement reçus des clients	4 698 464 451,17	6 586 002 671,67
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	(14 318 186 077,33)	(15 801 993 605,93)
Intérêts financiers reçus	4 681 349 908,93	3 944 000 414,21
Intérêts et autres frais financiers payés	(10 518 960,92)	(21 768 132,75)
Impôts sur les résultats et autres impôts et taxes payés	(1 269 052 082,51)	(1 098 534 052,02)
Correction d'erreurs	(0,00)	(1 296 219 162,59)
<i>Flux de trésorerie avant éléments extraordinaires</i>	<i>(6 217 942 760,66)</i>	<i>(7 688 511 867,42)</i>
Flux de trésorerie lié à des événements extraordinaires (à préciser)		
A - FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	(6 217 942 760,66)	(7 688 511 867,42)
FLUX DE TRESORERIE LIEES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		
Décaissement sur acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles	(1 751 874 730,44)	(2 096 450 287,73)
Encaissement sur cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles	56 000,00	27 091 235,32
Décaissement sur acquisition d'immobilisations financières		
Encaissement sur cessions d'immobilisations financières	4 519 343,06	946 006 800,00
Intérêts encaissés sur placements financiers		
Dividendes et quote part de résultats reçus		
B - FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(1 747 299 387,38)	(1 123 352 252,41)
FLUX DE TRESORERIE LIEES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Encaissements suite à l'émissions d'actions		
Dividendes et autres distributions effectués		
Augmentation d'emprunt		
Remboursement d'emprunts ou d'autres dettes assimilés		
Subventions d'investissements reçues	(4 025 645 432,75)	1 902 313 845,37
C - FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	(4 025 645 432,75)	1 902 313 845,37
Incidences des variations des taux de change sur liquidités et quasi-liquidités		
Profits de change	2 240 668 228,82	187 783 748,55
Perte de change	(1 095 770 761,44)	(4 929 070 947,41)
VARIATION DE TRESORERIE DE LA PERIODE (A+B+C)	(10 845 990 113,41)	(11 650 837 473,31)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	90 932 914 151,37	102 583 751 624,69
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	80 086 924 037,96	90 932 914 151,37
VARIATION DE TRESORERIE DE LA PERIODE	(10 845 990 113,41)	(11 650 837 473,32)

LES NOTES ANNEXES 1 à 24 FONT PARTIES INTEGRANTES DES ETATS FINANCIERS

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 décembre 2018 et 2017

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

OFFICE DES MINES NATIONALES ET DES INDUSTRIES STRATEGIQUES (OMNIS) ANTANANARIVO

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 décembre 2018 et 2017

1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

L'Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques (OMNIS) est un Etablissement public à caractère Administratif (EPA) placé sous la haute autorité du premier ministre et régi par la loi N°98 031 du 20 janvier 1999 portant définition des Etablissement Publics.

L'OMNIS a été désigné à titre transitoire « l'organisme technique », représentant de l'Etat, spécialisé dans les « activités Amont » relatives aux hydrocarbures suivant décret N° 96-133 du 07 novembre 1996 en application de l'article 2 de la loi 96-018 du 04 septembre 1996 portant code pétrolier.

Il est chargé de dans le domaine :

Minier :

- la valorisation des données géologiques de base ;
- d'assumer la fonction de bureau de promotion minière

Des hydrocarbures :

- de la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'exploration et d'exploitation

Pour l'exercice 2018, l'Etablissement a été administré par un Conseil d'Administration composé des membres ci-après

<u>Représentant :</u>	Décrets 2015-1715 du 30/12/2015 et 2016-1362 du 09/11/2016	Décret 2018-1098 du 29/08/2018
	La Présidence de la République	M. RABEHARISOA Erick, Président
La Primature	M. MAHAZAKA Clermont	
Le Ministère des Mines et Pétrole	M. RAKOTOSALAMA Tojo Hasina M. MANANA KAI Shain	M. RANARISOA Désiré
Le Ministère des Finances et du Budget	Mme RAVAOARISOA Jeanine M. RAZANAJATO RAZAFINIMANANA Mialy Lanto	M. RAVELOSON Heriniaina
Le personnel	M. ANDRIAMANOHY Hector Henri	

2. PRINCIPES COMPTABLES ESSENTIELS

a) Méthode de présentation :

Les états financiers sont établis et présentés suivant les normes et recommandations du PCG 2005.

b) Méthode générale d'évaluation :

Les états financiers ont été établis suivant le principe du coût historique.

c) Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition qui est égal au prix d'achat majoré des frais accessoires d'achat.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire à partir de leur date de mise en service aux taux ci-après :

Constructions	5% - 15% - 25%
Matériels et outillages	20%
Matériels de transports	20%-33%
Matériels et mobiliers de bureau	10% - 20%
Matériels informatiques	20%
Matériels de logement et de campement	10% - 20%
Matériels de laboratoire	20% - 25%
Matériels médicaux	10%

Les dispositions du PCG 2005, précisées par « l'Avis de première application », prévoient la mise en œuvre de « l'approche par composante » des immobilisations. Cette approche impose la comptabilisation séparée des composantes significatives des immobilisations suivant leurs «durées d'utilité spécifiques ».

d) Stocks

Les stocks sont valorisés aux Coûts Unitaire Moyen Pondéré (CUMP)

e) Opérations libellées en devises

Les opérations libellées en devises sont comptabilisées au cours de l'opération. Les dettes et créances ainsi que les disponibilités à la date de clôture sont réévaluées au cours de clôture. Les pertes et gains de change sur la réévaluation sont comptabilisés dans les résultats.

2 PRINCIPES COMPTABLES ESSENTIELS (SUITE)

f) Subvention d'investissement – « frais de formation »

Conformément aux dispositions du contrat de partage de production entre OMNIS et ses Partenaires, ces derniers versent annuellement des frais de formation de personnel à l'OMNIS qui se charge de les engager au cours de l'année ; ces frais sont destinés à couvrir les charges de formation de personnel de l'OMNIS pour être au même niveau que les personnels expatriés afin que le personnel Malagasy puisse être qualifié pour occuper un poste exécutif, de direction, administratif, financier, économique et technique

Pour pérenniser le financement de la formation du personnel, les frais de formation non engagés à la fin d'une année sont reportables les années suivantes.

Ainsi, les « frais de formation » sont traités comme des « subventions d'investissement » suivant le schéma comptable ci-après :

- Ils sont enregistrés dans le crédit du compte 131 « Subventions d'investissements » en contrepartie du compte de trésorerie lors de leur encaissement.
- Lors de leur utilisation, le compte 754 « Quote-part des subventions virée au compte de résultat » est crédité du montant des frais de formation engagés et comptabilisés dans le compte de charges en contre partie du compte 139 « Quote-part de subvention d'investissement ».
- Les frais de formation non consommés à la date de clôture de l'exercice sont maintenus dans le compte 131 « Subventions d'investissements ».

g) Frais administratifs

Les contractants sont tenus de payer à l'OMNIS dans les trente (30) jours suivant la date d'entrée en vigueur d'une part, et par la suite, dans les vingt (jours) suivant le début de chaque année contractuelle une sorte de redevance dénommé « frais administratifs » ou « Managements fees ».

La période d'exploration s'étend généralement sur une période de huit (08) années consécutives, subdivisé en trois (03) ou quatre (04) phases d'exploration. La durée de chaque phase peut varier d'une phase à une autre de deux (02) ans à quatre (04) ans).

Les frais administratifs constituent un produit d'exploitation pour l'Office.

Au titre de l'exercice, l'OMNIS ne comptabilise au cours de l'exercice que les frais administratifs qu'au moment de leur encaissement. Néanmoins, les créances (non encaissées) afférentes au contrat de partage en cours font l'objet d'inventaire et de facturation à la date de clôture et comptabilisés au poste clients.

Les frais administratifs facturés et/ou encaissés au cours de l'exercice mais relatives à des exercices ultérieurs sont comptabilisés en « produits constatés d'avances ».

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2018 et 2017

3. ACTIFS IMMOBILISES

3.1 Immobilisations incorporelles

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2018 et 2017 :

	31-déc.-18			31-déc.-17	Variations
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs nettes	
Frais de recherche	11 003 754 389,00	(11 003 754 389,00)			
Logiciels	580 222 499,91	(271 675 785,99)	308 546 713,92	152 662 203,85	155 884 510,07
Autres immobilisations incorporelles	13 173 844,00	(13 173 844,00)			
	11 597 150 732,91	(11 288 604 018,99)	308 546 713,92	152 662 203,85	155 884 510,07

La variation d'Ariary 155 884 510,07 résulte des opérations suivantes:

	Valeurs brutes		Amortissements		Total
	Acquisitions	sorties/cession	Dotations	reprise	des variations
Logiciels	248 240 085,87		(92 355 575,80)		155 884 510,07

3.2 Immobilisations corporelles

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2018 et 2017 :

	31-déc.-18			31-déc.-17	Variations
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs nettes	
Terrains	31 280 187,00	(5 955 387,00)	25 324 800,00	25 324 800,00	
Constructions	1 861 472 793,26	(1 559 938 587,95)	301 534 205,31	163 699 064,33	137 835 140,98
Matériels et outillages	2 241 461 464,07	(1 633 397 193,83)	608 064 270,24	670 843 837,89	(62 779 567,65)
Matériels de transports	4 680 339 779,63	(2 946 820 638,65)	1 733 519 140,98	1 132 086 572,19	601 432 568,79
Matériels et mob de bureau	495 214 287,92	(318 892 252,80)	176 322 035,12	145 727 803,59	30 594 231,53
Matériels informatiques	794 699 848,21	(563 798 087,61)	230 901 760,60	211 743 338,95	19 158 421,65
Matériels de logt et de campement	160 467 906,54	(132 360 906,39)	28 107 000,15	41 775 237,36	(13 668 237,21)
Matériels de laboratoire	1 019 764 618,14	(554 166 672,61)	465 597 945,53	591 102 925,86	(125 504 980,33)
Matériels médicaux	13 441 878,00	(10 467 802,43)	2 974 075,57	3 253 658,57	(279 583,00)
	11 298 142 762,77	(7 725 797 529,27)	3 572 345 233,50	2 985 557 238,74	586 787 994,76

La variation d'Ariary 586 787 994,76 résulte des opérations suivantes :

	Valeurs brutes		Amortissements		Total
	Acquisitions	sorties/cession	Dotations	reprise	des variations
Constructions	194 195 023,10		(45 933 113,02)		148 261 910,08
Matériels et outillages	88 920 640,48	(1 036 378,99)	(161 920 310,58)	829 712,33	(73 206 336,76)
Matériels de transports	1 052 665 000,00		(451 232 431,21)		601 432 568,79
Matériels et mob de bureau	68 864 830,01	(4 649 619,17)	(37 480 676,02)	3 859 696,71	30 594 231,53
Matériels informatiques	95 689 183,33	(26 543 170,10)	(72 373 891,13)	22 386 299,55	19 158 421,65
Matériels de logt et de campement	1 192 250,00	(6 301 815,34)	(11 759 587,18)	3 200 915,31	(13 668 237,21)
Matériels de laboratoire	6 348 000,00		(131 852 980,33)		(125 504 980,33)
Matériels médicaux	1 035 833,33		(1 315 416,33)		(279 583,00)
	1 508 910 760,25	(38 530 983,60)	(913 868 405,80)	30 276 623,90	586 787 994,75

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2018 et 2017

3. ACTIFS IMMOBILISES (SUITE)

3.3 Immobilisations financières

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2018 et 2017 :

	31-déc.-18		31-déc.-17		Variations
	Valeurs brutes	Pertes de valeur	Valeurs nettes	Valeurs nettes	
Titre de participation (a)	3 339 576 080,00	(3 318 345 743,06)	21 230 336,94	25 809 680,00	(4 579 343,06)
Prets	60 000,00		60 000,00		
Dépôts et cautionnement	7 825 380,00	(113 280,00)	7 712 100,00	7 712 100,00	
	3 347 461 460,00	(3 318 459 023,06)	29 002 436,94	33 521 780,00	(4 579 343,06)

(a) Le poste "Titre de participation" se détaille comme suit :

Sociétés	Nombre d'actions	Valeurs brutes	Pertes de valeur	Valeurs nettes
NASSCO	594,00	9 205 600,00	(9 205 600,00)	
SECREN	116 600,00	2 332 000 000,00	(2 310 769 663,06)	21 230 336,94
MAGRAMA	2 204,00	22 040 000,00	(22 040 000,00)	
SECMA	97 357,00	954 514 000,00	(954 514 000,00)	
QMM (i)	2 000,00	21 816 480,00	(21 816 480,00)	
		3 339 576 080,00	(3 318 345 743,06)	21 230 336,94

(i) Ces informations représentent la participation de l'OMNIS à hauteur de 20 % à la constitution de QMM SA.

Avec les différentes récapitalisations de la société dues aux pertes cumulées, cette part de 20 % de l'OMNIS devrait s'élever à USD 83 millions au 31 décembre 2018 et d'USD 103 millions après l'opération prévue avant fin juin 2019.

Ces évolutions ne sont pas comptabilisées alors qu'elles ont générées des dettes d'OMNIS envers QMM SA ou à l'apporteur de ces récapitalisations pour le compte de l'OMNIS.

4. STOCKS ET ENCOURS

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2018 et 2017 :

	31-déc.-18		31-déc.-17	
	Valeurs brutes	Pertes de valeur	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Lubrifiants	7 923 202,82		7 923 202,82	12 097 476,47
Produits d'entretien	5 874 566,55		5 874 566,55	7 539 656,05
Pièces de rechange	6 028 981,77		6 028 981,77	4 761 948,99
Fournitures de bureau	20 882 498,06		20 882 498,06	19 297 261,94
Fournitures informatique	2 773 165,06		2 773 165,06	1 759 450,60
Fournitures de recherche et développement	74 683 777,97		74 683 777,97	23 257 899,06
Autres	25 000,03		25 000,03	64 122,91
	118 191 192,26		118 191 192,26	68 777 816,02

Ces stocks sont valorisés aux Coûts Unitaire Moyen Pondéré (CUMP).

5. CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2018 et 2017 :

		31-déc.-18		31-déc.-17	
		Montant Brut	Pertes de valeurs	Montant Net	Montant Net
Clients et comptes rattachés	5.1	31 751 061 619,91	(12 830 235 786,44)	18 920 825 833,47	15 630 277 162,90
Autres créances	5.2	5 951 558 559,05	(3 178 598 602,27)	2 772 959 956,78	340 581 025,08
		37 702 620 178,96	(16 008 834 388,71)	21 693 785 790,25	15 970 858 187,98

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2018 et 2017

5. CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES (suite)

5.1 Clients et comptes rattachés

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2018 et 2017 :

		31-déc.-18		31-déc.-17
		Montant Brut	Pertes de valeurs	Montant Net
Clients partenaires	(a)	17 052 650 633,47		13 581 621 586,09
Clients douteux		12 830 235 786,44	(12 830 235 786,44)	0,00
Clients partenaires, produits à recevoir		1 868 175 200,00		2 048 655 576,81
		31 751 061 619,91	(12 830 235 786,44)	15 630 277 162,90

(a) Il est à noter que des créances s'élevant à 2 162 211 250,00 Ariary, se détaillant ci-après, ne sont pas comptabilisées dans ce compte:

Client		Frais de formation	Frais administratif	TOTAL
MADAGASCAR SOUTHERN PETROLEUM		334 794 000,00	502 191 000,00	836 985 000,00
VARUN PETROLIUM	Antérieurs	502 191 000,00	502 191 000,00	1 004 382 000,00
	2016	167 397 000,00	153 447 250,00	320 844 250,00
TOTAL		1 004 382 000,00	1 157 829 250,00	2 162 211 250,00
Notes		Cf note 8-a (infra)	Cf note 12-a-(ii) (infra)	

Les créances en devises ont fait l'objet d'ajustement au cours de clôture.

Les créances présentant des risques de non recouvrement ont fait l'objet de constatation de pertes de valeur de 100%.

5.2 Autres créances

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2018 et 2017 :

		31-déc.-18		31-déc.-17
		Montant Brut	Pertes de valeurs	Montant Net
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes		218 149 211,80		148 689 921,29
Personnel	(a)	2 349 759 282,45		71 986 150,50
Etat et comptes rattachés		110 795 987,53		103 867 988,48
Charges constatées d'avances		49 762 682,57		864 172,37
Autres débiteurs		44 541 369,43		15 221 369,43
Débiteurs divers douteux	(b)	3 178 550 025,27	(3 178 598 602,27)	(48 577,00)
		5 951 558 559,05	(3 178 598 602,27)	340 581 025,08

(a) Le poste "personnel" se détaille comme suit aux 31 décembre 2018 et 2017 :

	31-déc.-18	31-déc.-17
Personnel, créances sur cession d'immobilisation		820 000,00
Avances sur indemnités de mission	5 015 000,00	842 000,00
Avances sur salaires	290 000,00	60 000,00
Avances sur frais d'hospitalisation	25 472 322,82	17 887 553,08
Avances sur opérations particulières	68 017 438,74	32 160 553,78
Personnel, autres débiteurs	(ii) 2 250 964 520,89	20 216 043,64
	2 349 759 282,45	71 986 150,50

(a-ii) Le poste "Personnel, autres débiteurs" est constitué par la situation au 31/12/18 des indemnités de logements du personnel sur cinq ans payées en avances et remboursées mensuellement sans intérêt.

(b) Le poste "Débiteurs divers douteux" est constitué essentiellement par des créances sur INVESTCO pour Ariary 3 675 303 109,00. L'ancienneté de la mise en liquidation du débiteur rend presque nulle la chance de recouvrement y afférente.

OFFICE DES MINES NATIONALES ET DES INDUSTRIES STRATEGIQUES (OMNIS)
ANTANANARIVO

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2018 et 2017

6. PLACEMENTS ET AUTRES EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2018 et 2017 :

	31-déc.-18	31-déc.-17
Bon de Trésor par Adjudication (BTA)		
Intérêts courus à recevoir sur BTA		
Dépôt à terme (DAT)	53 600 000 000,00	46 100 000 000,00
Intérêts courus à recevoir sur DAT	2 021 913 539,83	1 074 701 111,11
	55 621 913 539,83	47 174 701 111,11

Dépôt à terme (DAT)

Ce poste " DAT " représente les souscriptions non échues au 31 décembre 2018 dont les principales caractéristiques s'analysent comme suit :

Banque	Valeur nominale non échue (1)	Période		Taux d'intérêt annuel	Intérêts correspondants	dont Intérêts courus au 31/12/2018 (2)	IRCM des intérêts courus (3)	Total (4)= (1)+(2)+(3)
		Début	échéance					
MICROCRED	2 500 000 000,00	26/09/2017	26/09/2019	8,25%	412 500 000,00	260 104 166,67	52 020 833,33	2 812 125 000,00
MICROCRED	2 500 000 000,00	26/09/2017	26/07/2019	8,25%	378 125 000,00	260 104 166,67	52 020 833,33	2 812 125 000,00
MICROCRED	2 500 000 000,00	26/09/2017	27/05/2019	8,25%	343 750 000,00	260 104 166,67	52 020 833,33	2 812 125 000,00
MICROCRED	2 500 000 000,00	26/09/2017	26/03/2019	8,25%	309 375 000,00	260 104 166,67	52 020 833,33	2 812 125 000,00
MICROCRED	1 500 000 000,00	30/10/2018	30/10/2019	9,00%	135 000 000,00	22 500 000,00	4 500 000,00	1 527 000 000,00
BFV	3 000 000 000,00	06/12/2018	06/12/2019	8,83%	264 900 000,00	17 660 000,00	3 532 000,00	3 017 660 000,00
BNI	3 100 000 000,00	18/01/2018	18/01/2019	7,25%	224 750 000,00	213 512 500,00	42 702 500,00	3 356 215 000,00
BNI	3 000 000 000,00	06/03/2018	06/03/2019	8,75%	262 500 000,00	214 375 000,00	42 875 000,00	3 257 250 000,00
BNI	2 000 000 000,00	19/12/2018	19/12/2019	8,75%	175 000 000,00	5 347 222,22	1 069 444,44	2 006 416 666,67
BOA	2 000 000 000,00	10/09/2018	10/09/2019	8,60%	172 000 000,00	52 555 555,56	10 511 111,11	2 063 066 666,67
BOA	1 500 000 000,00	19/09/2018	19/09/2019	8,60%	129 000 000,00	36 191 666,67	7 238 333,33	1 543 430 000,00
ACEP	3 500 000 000,00	12/07/2018	12/07/2020	8,30%	581 000 000,00	135 566 666,67	27 113 333,33	3 662 680 000,00
ACEP	3 000 000 000,00	12/07/2018	12/07/2020	8,30%	498 000 000,00	116 200 000,00	23 240 000,00	3 139 440 000,00
ACEP	3 000 000 000,00	12/07/2018	12/07/2020	8,30%	498 000 000,00	116 200 000,00	23 240 000,00	3 139 440 000,00
ACEP	3 000 000 000,00	12/07/2018	12/07/2020	8,30%	498 000 000,00	116 200 000,00	23 240 000,00	3 139 440 000,00
ACEP	2 500 000 000,00	04/09/2018	04/09/2020	8,30%	415 000 000,00	66 861 111,11	13 372 222,22	2 580 233 333,33
ACEP	2 500 000 000,00	04/09/2018	04/09/2020	8,30%	415 000 000,00	66 861 111,11	13 372 222,22	2 580 233 333,33
BGFI BANK	4 000 000 000,00	20/08/2018	20/08/2020	8,50%	680 000 000,00	122 777 777,78	24 555 555,56	4 147 333 333,33
BGFI BANK	2 000 000 000,00	20/08/2018	20/08/2020	8,50%	340 000 000,00	61 388 888,89	12 277 777,78	2 073 666 666,67
BGFI BANK	4 000 000 000,00	20/08/2018	20/08/2020	8,50%	680 000 000,00	122 777 777,78	24 555 555,56	4 147 333 333,33
	53 600 000 000,00	865 172,00			7 411 900 000,00	2 527 391 944,44	505 478 388,89	56 629 338 333,33

(a)

OFFICE DES MINES NATIONALES ET DES INDUSTRIES STRATEGIQUES (OMNIS)
ANTANANARIVO

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2018 et 2017

6. PLACEMENTS ET AUTRES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (SUITE)

Par ailleurs, les DAT échus au cours de l'exercice s'analysent comme suit :

Banque	Valeur nominale	Période		Taux d'intérêt annuel	Intérêts correspondants	Dont intérêts 2018	dont IRCM total	dont IRCM 2018
		Début	échéance					
MICROCRED	1 500 000 000,00	26/09/2017	26/09/2018	8,25%	123 750 000,00	91 437 500,00	(24 750 000,00)	(18 287 500,00)
BFV	1 400 000 000,00	10/06/2017	10/06/2018	8,67%	121 380 000,00	55 632 500,00	(24 276 000,00)	
BFV	3 000 000 000,00	06/12/2017	06/12/2018	8,25%	247 500 000,00	234 437 500,00	(49 500 000,00)	
BNI	3 000 000 000,00	18/01/2017	18/01/2018	7,50%	225 000 000,00	11 250 000,00	(45 000 000,00)	(2 250 000,00)
BNI	600 000 000,00	24/02/2017	24/02/2018	7,25%	43 500 000,00	6 525 000,00	(8 700 000,00)	(1 305 000,00)
BNI	1 500 000 000,00	12/06/2017	12/06/2018	7,75%	116 250 000,00	52 312 500,00	(23 250 000,00)	(10 462 500,00)
BNI	2 000 000 000,00	27/06/2017	27/06/2018	8,00%	160 000 000,00	78 666 666,67	(32 000 000,00)	(15 733 333,33)
BNI	3 000 000 000,00	18/07/2017	18/07/2018	8,10%	243 000 000,00	133 650 000,00	(48 600 000,00)	(26 730 000,00)
BNI	2 000 000 000,00	19/07/2017	19/07/2018	8,00%	160 000 000,00	88 444 444,44	(32 000 000,00)	(17 688 888,89)
BNI	5 000 000 000,00	28/07/2017	28/07/2018	9,25%	462 500 000,00	267 222 222,22	(92 500 000,00)	(53 444 444,45)
BNI	6 100 000 000,00	25/11/2017	25/11/2018	9,50%	579 500 000,00	523 159 722,22	(115 900 000,00)	(104 631 944,45)
BNI	2 000 000 000,00	21/12/2017	21/12/2018	7,30%	146 000 000,00	142 350 000,00	(29 200 000,00)	(28 470 000,00)
BOA	2 000 000 000,00	13/02/2017	13/02/2018	7,00%	140 000 000,00	16 722 222,22	(28 000 000,00)	(3 344 444,44)
BOA	1 500 000 000,00	28/07/2017	28/07/2018	8,50%	127 500 000,00	73 666 666,67	(25 500 000,00)	(14 733 333,33)
BOA	1 500 000 000,00	22/12/2017	22/12/2018	7,30%	109 500 000,00	107 066 666,67	(21 900 000,00)	(21 413 333,33)
	36 100 000 000,00				3 005 380 000,00	1 882 543 611,11	(601 076 000,00)	(318 494 722,22)
						(b)		
						<u>4 409 935 555,56</u>		
						<u>215 416 666,66</u>		
						<u>4 194 518 888,90</u>		(cf. note 22. infra)

TOTAL INTERETS DE L'EXERCICE 2018 (a) + (b)

dont INTERETS COURRUS AU 31/12/17

INTERETS DE L'EXERCICE 2018

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2018 et 2017

7. DISPONIBLES

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2018 et 2017 :

		31-déc.-18	31-déc.-17
COMPTES BANCAIRES		24 394 468 126,24	43 691 810 247,13
	BFV-SG	6 412 814 033,10	20 633 684 632,44
	BNI - CA	11 014 035 087,19	7 217 488 579,25
	BOA	4 719 044 346,06	9 972 053 371,19
	BMOI	1 734 531 267,05	5 453 626 864,26
	MICROCRED	513 884 600,00	414 956 800,00
	BGFI BANK	158 792,84	
TRESOR		54 070 862,00	54 070 862,00
CAISSE		16 471 509,89	12 331 931,13
		<u>24 465 010 498,13</u>	<u>43 758 213 040,26</u>

Les comptes bancaires font l'objet de rapprochement avec les relevés émanant des établissements financiers ; Les banques en devises ont fait l'objet d'ajustement au cours de clôture

8. PRODUITS DIFFERES, SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2018 et 2017 :

		31-déc.-18	31-déc.-17
Subventions d'équipement reçues	(a)	50 095 188 137,85	46 545 059 343,23
Quote Part de subventions virées au CR sur investissements	(b)	(6 989 111 190,86)	(5 981 437 209,26)
Quote Part de subventions virées au CR sur formation	(c)	(3 847 504 425,71)	(2 376 209 563,31)
Quote Part de subvention prélevé par l'Etat	(d)	(7 575 774 227,37)	
		<u>31 682 798 293,91</u>	<u>38 187 412 570,66</u>

(a) Il est à noter que des "frais de formation" s'élevant au total à 1 004 382 000,00 Ariary ne sont pas comptabilisés.

Client		Frais de formation
MADAGASCAR SOUTHERN PETROLEUM		334 794 000,00
VARUN PETROLIUM	Antérieurs	502 191 000,00
	2016	167 397 000,00
TOTAL		1 004 382 000,00
Notes		Cf note 5.1-a (supra)

(b) Ce compte se détaille et s'évalue comme suit :

	31-déc.-18	31-déc.-17
Soldes au début de l'exercice	(5 981 437 209,26)	(5 803 559 355,92)
Write off d'immobilisation		442 169 225,41
Quote part de l'exercice	(1 007 673 981,60)	(620 047 078,75)
Soldes à la fin de l'exercice	<u>(6 989 111 190,86)</u>	<u>(5 981 437 209,26)</u>

(c) Ce compte se détaille et s'évalue comme suit :

	31-déc.-18	31-déc.-17
Soldes au début de l'exercice	(2 376 209 563,31)	(1 715 962 328,39)
Ajustement relatif à l'exercice antérieur		(335 760 973,93)
Quote part de l'exercice	(1 471 294 862,40)	(324 486 260,99)
Soldes à la fin de l'exercice	<u>(3 847 504 425,71)</u>	<u>(2 376 209 563,31)</u>

(d) L'Etat Malagasy a effectué un prélèvement d'Ariary 7 578 774 227,37 et ce, nonobstant "l'Autonomie" d'un Etablissement Public consacré par l'article 2 du projet de loi n° 98-031 du 20 janvier 1998 (et maintenu par l'article 2 du projet de loi 025/2018 du 26 juillet 2018)

Ce prélèvement a été décidé en Conseil des Ministres à partir de « communication verbale » des deux ministères en date du 24 avril 2018 pour paiement de « participation de l'Etat » dans la construction de la voie rapide reliant le Boulevard de l'Europe à l'Aéroport International d'Ivato.

Le paiement direct, par virement bancaire à l'étranger, dudit montant a été demandé par la Direction Générale du Trésor en date du 01/08/2018

dont le Conseil d'Administration de l'OMNIS « a pris acte et ordonne le paiement » lors de sa réunion en date 02/08/2018 dont procès-verbal daté du 28/09/2018.

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2018 et 2017

9. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2018 et 2017 :

	31-déc.-18	31-déc.-17
Fournisseurs de biens	12 027 739,19	16 567 374,54
Fournisseurs de services	164 708 109,31	259 680 255,86
Fournisseurs d'immobilisations, retenue de garantie	28 466 182,98	38 362 617,83
Fournisseurs : factures non parvenues	37 544 845,70	26 941 043,99
	<u>242 746 877,18</u>	<u>341 551 292,22</u>

10. PROVISIONS ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCES - PASSIFS COURANTS

Cette rubrique est constitué par des produits (revenus) relatifs aux exercices ultérieurs encaissés durant l'exercice dont détails ci-après :

<u>Frais administratif</u>	31-déc.-18	31-déc.-17
AMICOH RESSOURCES ADM	316 629 366,67	282 026 958,90
BP	271 341 225,36	
SAPETRO	352 701 066,67	313 754 991,78
OYSTER	126 852 145,00	112 634 516,70
OMV	408 856 340,28	229 490 166,33
	<u>1 476 380 143,98</u>	<u>937 906 633,72</u>

11. AUTRES DETTES

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2018 et 2017 :

		31-déc.-18	31-déc.-17
Personnel et comptes rattachés	(a)	785 850 618,09	752 413 440,04
Organismes sociaux	(b)	116 547 415,89	79 101 635,50
Etat et comptes rattachés	(c)	888 062 064,73	782 888 624,62
Autres créiteurs		22 756 842,00	22 756 842,00
		<u>1 813 216 940,71</u>	<u>1 637 160 542,16</u>

(a) Le poste "personnel et comptes rattachés" est constitué essentiellement par les provisions des droits de congés non pris au 31 décembre 2018 s'élevant à Ariary 750,88 millions.

(b) Le poste "Organismes sociaux" se détaille comme suit aux 31 décembre 2018 et 2017 :

	31-déc.-18	31-déc.-17
CNaPS		3 784 524,56
CRCM		37 269,00
CPR	70 690 625,02	31 261 347,65
Provisions CNaPS sur droits de congés non pris	1 492 834,68	1 302 169,80
Provisions CRCM sur droits de congés non pris		574 384,80
Provisions CPR sur droits de congés non pris	44 363 956,19	42 141 939,69
	<u>116 547 415,89</u>	<u>79 101 635,50</u>

(c) Le poste "Etat et comptes rattachés" se détaille comme suit aux 31 décembre 2018 et 2017 :

	31-déc.-18	31-déc.-17
IRSA	371 947 286,29	311 686 346,18
ETAT CHARGE A PAYER	438 202 278,44	438 202 278,44
IRCM	77 912 500,00	33 000 000,00
	<u>888 062 064,73</u>	<u>782 888 624,62</u>

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2018 et 2017

12. REVENUS D'ACTIVITES

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2018 et 2017 :

	2018	2017
Vente de dossiers techniques	3 565 564 482,48	972 573 742,81
Frais administratif - "Management fees" (d)	6 234 356 622,80	3 445 840 963,17
Frais d'analyse	46 854 874,00	49 902 637,00
Autres frais accessoires refacturés	27 697 245,00	210 000,00
	<u>9 874 473 224,28</u>	<u>4 468 527 342,98</u>

Il est à noter que :

(d) des frais administratifs contractuels s'élevant au total à 1 157 829 250,00 Ariary ne sont pas comptabilisés dans ce compte :

Client		Frais administratif
MADAGASCAR SOUTHERN PETROLEUM		502 191 000,00
VARUN PETROLIUM	Antérieurs	502 191 000,00
	2016	153 447 250,00
TOTAL		1 157 829 250,00
Notes		Cf note 5.1-a (supra)

13. ACHATS CONSOMMES

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2018 et 2017 :

	2018	2017
Achats de matières et fournitures consommables (a)	391 989 540,08	443 010 488,87
Variation de stocks	(63 823 653,25)	4 346 573,66
Achats d'études et de prestations de services	110 290 714,28	33 405 982,54
Achats de matériels, équipements et travaux	34 826 762,28	41 351 149,40
Achats non stockés de matières et fournitures (b)	404 840 040,45	339 824 344,85
Rabais, remises, ristournes obtenus		(6 289 300,00)
	<u>878 123 403,84</u>	<u>855 649 239,32</u>

(a) Le poste "Achats de matières et fournitures consommables" se détaille comme suit durant les exercices 2018 et 2017 :

	2018	2017
Gaz et lubrifiants	18 013 767,66	13 217 130,00
Matériaux de construction	34 519 549,30	52 409 041,68
Produits d'entretien	28 209 185,92	31 675 269,42
Achats pneumatiques	45 717 876,57	26 986 799,98
Pièces de rechange pour matériels techniques	5 543 440,28	396 000,00
Pièces de rechange pour matériels de transports	97 166 560,38	91 631 120,32
Pièces de rechange pour matériels informatique	12 708 500,00	4 136 033,33
Fourniture de Magasin		704 000,00
Fourniture de bureau et administrative	20 327 171,72	40 405 871,61
Fourniture informatique	67 528 574,63	48 287 804,00
Fourniture électrique	7 333 763,62	5 281 014,01
Produit pharmaceutique	12 750,00	1 296 582,60
Autres	54 908 400,00	126 583 821,92
	<u>391 989 540,08</u>	<u>443 010 488,87</u>

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2018 et 2017

13. ACHATS CONSOMMES (suite)

(b) Le poste "Achats non stockés de matières et fourniture" se détaille comme suit durant les exercices 2018 et 2017 :

	2018	2017
Petites outillage	50 000,00	768 900,00
Carburants, gaz et lubrifiants	257 904 058,20	209 408 760,16
Eau et électricité	105 199 489,25	86 762 268,02
Fourniture	40 305 693,00	41 272 750,00
Pièces de rechanges	960 000,00	50 000,00
Produits d'ornement - fleurs	50 000,00	1 561 666,67
Produits d'entretien non stockés	297 300,00	
Achats produits pharmaceutiques	73 500,00	
	<u>404 840 040,45</u>	<u>339 824 344,85</u>

14. SERVICES EXTERIEURS

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2018 et 2017 :

		2018	2017
Sous traitance		6 000 000,00	
Location		10 600 725,00	13 282 295,31
Entretien et réparation		376 756 307,11	233 005 392,89
Primes d'assurance		604 780 866,92	496 025 493,49
Documentation et divers		146 407 332,14	58 400 226,67
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		77 273 400,04	96 673 500,00
Publicité, publication, relations publiques (a)	(c)	254 590 012,37	1 345 917 719,33
Transports et frets		30 653 617,87	15 027 518,17
Déplacement/missions/réceptions (b)	(d)	2 382 095 270,55	1 736 573 008,99
Frais de postes et télécommunication		177 082 784,90	153 024 787,28
Services bancaires et assimilés		232 612 065,68	176 695 856,09
Rabais, remises, ristournes sur services extérieurs			
		<u>4 298 852 382,58</u>	<u>4 324 625 798,22</u>

(c) le poste "Publicité, publication, relations publiques" s'analyse comme suit aux 31 décembre 2018 et 2017 :

		2018	2017
Annonces- Insertions - Publicité	(iii)	190 631 832,37	1 329 157 719,33
Publications	(iv)	63 899 920,00	180 000,00
Imprimés			350 000,00
		<u>254 531 752,37</u>	<u>1 345 917 719,33</u>

(iii) Le compte "Annonces- Insertions- Publicité" enregistre les dépenses de charges de publication et reportage s'élevant à 188 416 760 Ariary ,

(iv) Le compte "Publication" enregistre également des dépenses de charges de publication et reportage s'élevant à 63 899 920 Ariary , qui ont été réalisées sans aucune procédure de sélection mais sur « recommandations des autorités supérieures.

(d) le poste "Déplacement/missions/réception" s'analyse comme suit aux 31 décembre 2018 et 2017:

		2018	2017
Déplacements missions réception		163 060,00	
Voyages aériens Direction Générale	(v)	272 561 069,26	174 549 000,00
Voyages aériens des Directeurs		15 070 000,00	
Voyages aériens des Autres Salariés		168 854 400,00	298 100 670,00
Voyages aériens des Autres Personnels		4 956 500,00	
Voyages terrestres Autres Salariés		180 000,00	90 000,00
Voyages terrestres Autres Personnel			
Missions	(vi)	1 895 379 788,29	1 230 294 424,39
Réceptions		13 520 953,00	15 242 914,60
Hébergements		11 392 500,00	18 296 000,00
Frais et droit de parking		17 000,00	
		<u>2 382 095 270,55</u>	<u>1 736 573 008,99</u>

dont des prises en charge de personnel "hors effectif de l'OMNIS" :

(v)		242 803 836,15	
(vi)		175 930 783,00	65 534 426,78
		<u>418 734 619,15</u>	<u>65 534 426,78</u>

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2018 et 2017

15. IMPÔTS ET TAXES

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2018 et 2017 :

	2018	2017
Droite d'enregistrement	80 000,00	4 980 000,00
Frais de visa	26 410 292,53	12 979 058,98
IRCM	916 816 277,75	805 986 072,11
Droits miniers		228 200,00
TVA non récupérable	423 940 953,29	266 716 305,26
Autres impôts et taxes, droits d'enregistrements		1 070 100,00
	<u>1 367 247 523,57</u>	<u>1 091 959 736,35</u>

16. CHARGES DU PERSONNEL

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2018 et 2017 :

		2018	2017
Rémunérations du personnel	(a)	7 234 785 931,83	6 584 424 265,91
Charges sociales	(b)	500 649 889,29	443 556 022,00
Autres charges sociales	(c)	368 617 905,25	329 737 664,12
Autres charges du personnel	(d)	740 509 087,37	364 053 110,66
		<u>8 844 562 813,74</u>	<u>7 721 771 062,69</u>

(a) Le poste "rémunération du personnel" se détaille comme suit durant les exercices 2018 et 2017 :

	2018	2017
Rémunérations du personnel	4 362 300 937,32	3 715 339 503,57
Congés payés	339 498 456,29	476 501 025,05
Prime et gratification	1 604 230 293,83	1 513 052 506,15
Indemnité	928 238 244,39	877 867 536,14
Autres	518 000,00	1 663 695,00
	<u>7 234 785 931,83</u>	<u>6 584 424 265,91</u>

(b) Le poste "charges sociales" se détaille comme suit durant les exercices 2018 et 2017 :

	2018	2017
CPR	265 819 787,71	235 980 949,16
CRCM	(455 124,00)	735 491,84
CNaPS	10 779 437,70	10 028 291,51
CMO	224 505 787,88	196 811 289,49
	<u>500 649 889,29</u>	<u>443 556 022,00</u>

(c) Le poste "Autres charges sociales" se détaille comme suit durant les exercices 2018 et 2017 :

	2018	2017
Oeuvres sociales	189 584 761,90	136 177 857,29
Habillement du personnel	6 943 000,00	23 122 335,56
Restauration du personnel	146 417 769,72	139 904 980,50
Sports et loisirs	6 700 000,00	12 846 020,00
Allocations familiales	18 972 373,63	17 246 470,77
Autres		440 000,00
	<u>368 617 905,25</u>	<u>329 737 664,12</u>

(d) Le poste "Autres charges du personnel" se détaille comme suit durant les exercices 2018 et 2017 :

	2018	2017
Frais médicaux et d'hospitalisation	59 251 895,29	39 566 849,67
Frais de formation à l'extérieur	610 040 279,08	274 116 810,99
Frais de formation locale	71 216 913,00	50 369 450,00
	<u>740 509 087,37</u>	<u>364 053 110,66</u>

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2018 et 2017

17. AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2018 et 2017 :

	2018	2017
Plus values sur cessions actifs non courants	56 000,00	27 091 235,32
Quote part de subvention d'investissement virée au résultat	(e) 1 007 673 981,60	620 047 078,75
Reprise dur provision droit et pénalité	2 270,06	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	8 443 048,84	73 750 923,85
Garantie bancaire		
	<u>1 016 175 300,50</u>	<u>720 889 237,92</u>

(e) Ce poste constitue les subventions relatifs aux amortissements des immobilisations acquis par financement des compagnies partenaire ou l'Etat

18. AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2018 et 2017 :

	2018	2017
Jeton de présence	84 600 000,00	28 980 000,00
Dons et libéralités	128 627 000,00	108 120 000,00
Valeur nette comptable des immobilisations sorties	8 254 359,70	
Amendes et pénalités	50 000,00	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	178 801,00	15 024 230,06
Autres charges de gestion courante		
	<u>221 710 160,70</u>	<u>152 124 230,06</u>

19. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2018 et 2017 :

	2018	2017
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles (cf. note 3.1 supra)	93 805 575,80	51 534 386,46
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles (cf. note 3.2 supra)	913 868 405,80	559 262 927,61
	<u>1 007 673 981,60</u>	<u>610 797 314,07</u>

20. DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGE

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2018 et 2017 :

	2018	2017
Dotations aux pertes de valeurs sur comptes des tiers :	30 323 680,00	2 154 121 041,98
Dotations aux pertes de valeurs sur immobilisations financières :		954 514 000,00
	<u>30 323 680,00</u>	<u>3 108 635 041,98</u>

21. PRODUITS FINANCIERS

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2018 et 2017 :

	2018	2017
Intérêts BTA		959 375 000,00
Intérêts sur DAT	(cf. note 6. supra) 4 194 518 888,90	2 754 592 872,52
Profits de change	2 240 668 228,82	187 783 748,55
Intérêts créditeurs	486 831 020,03	230 032 541,69
	<u>6 922 018 137,75</u>	<u>4 131 784 162,76</u>

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2018 et 2017

22. CHARGES FINANCIERES

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2018 et 2017 :

	2018	2017
Intérêts débiteurs	10 520 100,56	21 768 132,75
Pertes de change	1 095 770 761,44	4 929 070 947,41
	<u>1 106 290 862,00</u>	<u>4 950 839 080,16</u>

23. POINTS D'ORDRE FISCAL

Suivant lettre de la Direction des études et de la législation fiscale N°50/MFB/SG/DGI/DELFI/SL en date du 13 avril 2007, le régime fiscal de l'OMNIS, en tant qu'établissement public à caractère administratif (EPA), est le suivant :

- L'OMNIS n'est pas soumis à l'impôt sur les revenus (IR). Par contre, il est tenu de déposer la déclaration des résultats dans le délai réglementaire;
- Il est tenu de faire la déclaration mensuelle nominative des traitements, salaires et assimilés, alloués à son personnel salarié, de retenir et verser l'IRSA correspondant;
- Les jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'Administration sont passibles à l'IRCM;
- L'OMNIS n'a pas la qualité d'assujetti au regard de la taxe sur les chiffres d'affaires dans la limite des activités fixées son statut suivant le décret N°99 897 du 20 septembre 1999.
- les actes civils ou commerciaux pouvant être effectués seront soumis à la réglementation de droit commun.

Néanmoins, l'OMNIS a fait l'objet de redressements portant sur la TVA et l'impôt sur les revenus (IR) relatifs aux exercices 2011, 2012 et 2013 comptabilisés (provisionnés) dans les charges de l'exercice 2014 pour 8 241 136 691,69 Ariary, intégralement payés en 2015.

24. ENGAGEMENT HORS BILAN

Dans le cadre de l'exécution des contrats de partage, l'OMNIS reçoit des clients des lettres de garantie d'une banque de premier ordre, agréée par la banque centrale de Madagascar couvrant le montant des engagements souscrits afin de garantir le respect des engagements de travaux auxquels elles sont contractuellement soumises pendant la phase d'exploration.

Le montant des garanties reçues afférentes aux contrats de partage en cours au 31 décembre 2018 n'a pas pu être évalué faute d'exhaustivité des lettres de garantie reçues et de l'absence de suivi rigoureux d'apurement.